

A Bujumbura, les moto-taxis défient les autorités au péril de leur vie

@rib News, 20/01/2011 – Source Angop – Fiant la mort à chaque instant, la majorité des 4.000 moto-taxis de la capitale burundaise continuent de travailler dans le centre de Bujumbura, malgré l'interdiction de circuler les concernant, décidée fin décembre par les autorités. "Je voulais passer le pont de la Ntakangwa. Un policier a levé le fil qui lui sert de barrière et qui m'a pris à la gorge. Je me suis retrouvé par terre", raconte Alexis, un taxi-moto de 24 ans, exhibant la marque rosée et nette de la corde qui a failli le tuer.

Alexis qui venait du quartier populaire de Kamenge, dans le nord de la capitale, voulait forcer le barrage de police alors qu'il se dirigeait vers le centre-ville, interdit aux taxis-motos et aux vélos-taxis depuis le 24 décembre. "Si je ne travaille pas, mon fils de trois ans et ma femme vont mourir de faim, et si je travaille, je risque de mourir à tout moment comme cela est déjà arrivé à d'autres motards", analyse froidement Alexis. "Ce que fait la police est une violation de nos droits, nous les petites gens", affirme un autre taxi-moto qui refuse de donner son nom. Le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, rétorque que cette mesure a permis de diminuer de 80% le nombre d'accidents dans le centre de Bujumbura et d'y réduire la criminalité. Ne sachant ni lire ni écrire, la majorité des conducteurs de taxis-motos ont été poussés vers la capitale par l'exode rural. Ils circulent souvent avec des permis de conduire frauduleux et sont à l'origine de nombreux accidents de la circulation. Lors de l'adoption de la mesure d'interdiction, le gouvernement avait également avancé des raisons de sécurité, évoquant la menace d'attentats par des islamistes somaliens. Ces derniers ont à plusieurs reprises promis des représailles contre le Burundi pour sa participation à la force de l'Union africaine en Somalie.